

Envoyé en préfecture le 15/12/2020

Reçu en préfecture le 15/12/2020

Affiché le

ID : 029-242900801-20201215-DCC2020\_220-DE



# **REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL DE COMMUNAUTE**

Conseil de Communauté du 11 décembre 2020  
(adopté par délibération n°DCC2020\_220)

## **Préambule**

Par renvoi à l'article L. 2121-8 du CGCT

*« Le conseil de Communauté établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation.*

*Le règlement intérieur peut être déféré au tribunal administratif.*

*Le règlement intérieur précédemment adopté continue à s'appliquer jusqu'à l'établissement du nouveau règlement. »*

Le contenu du règlement intérieur est fixé librement par le conseil de Communauté qui peut se donner des règles propres de fonctionnement interne, dans le respect toutefois des dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Aussi, ce règlement ne doit-il porter que sur des mesures concernant le fonctionnement du conseil de Communauté ou qui ont pour objet de préciser les modalités et les détails de ce fonctionnement.

La loi impose néanmoins au conseil de Communauté l'obligation de fixer dans son règlement intérieur :

- les conditions d'organisation du débat sur les orientations budgétaires (article L. 2312-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT),
- les conditions de consultation des projets de contrats ou de marchés (article L. 2121-12 du CGCT),
- les règles de présentation, d'examen et la fréquence des questions orales (article L. 2121-19 du CGCT),
- ainsi que les modalités d'application de l'expression des conseillers communautaires n'appartenant pas à la majorité dans le bulletin d'information générale (article L. 2121-27-1 du CGCT)

Pour une bonne lecture du présent règlement, il est précisé que les paragraphes en italique sont des extraits du code général des collectivités territoriales et que le reste du texte présente l'application concrète à la CCPLD.

# Sommaire

<b>Chapitre I : réunions du conseil de Communauté</b>	<b>5</b>
<b>Article 1</b> : périodicité des séances <b>Article 2</b> : convocations <b>Article 3</b> : ordre du jour <b>Article 4</b> : accès aux dossiers <b>Article 5</b> : questions orales <b>Article 6</b> : questions écrites	
<b>Chapitre II : commissions et comités consultatifs</b>	<b>8</b>
<b>Article 7</b> : commissions <b>Article 8</b> : fonctionnement des commissions <b>Article 9</b> : les conseils d'exploitation <b>Article 10</b> : comités consultatifs <b>Article 11</b> : commissions consultatives des services publics locaux <b>Article 12</b> : commissions d'appels d'offres <b>Article 13</b> : conférences territoriales des maires	
<b>Chapitre III : tenue des séances</b>	<b>13</b>
<b>Article 14</b> : présidence <b>Article 15</b> : quorum <b>Article 16</b> : pouvoirs <b>Article 17</b> : secrétariat de séance <b>Article 18</b> : accès et tenue du public <b>Article 19</b> : séance à huis clos <b>Article 20</b> : enregistrement des débats <b>Article 21</b> : police de l'assemblée	
<b>Chapitre IV : débats et votes des délibérations</b>	<b>15</b>
<b>Article 22</b> : déroulement de la séance <b>Article 23</b> : débats ordinaires <b>Article 24</b> : débat d'orientation budgétaire <b>Article 25</b> : suspension de séance <b>Article 26</b> : amendements <b>Article 27</b> : référendum local <b>Article 28</b> : consultation des électeurs <b>Article 29</b> : votes <b>Article 30</b> : clôture de toute discussion	

<b>Chapitre V : comptes rendus des débats et des décisions</b>	
<b>Article 31</b> : procès-verbaux <b>Article 32</b> : comptes rendus	
<b>Chapitre VI : Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT)</b>	<b>21</b>
<b>Article 33</b> : composition <b>Article 34</b> : désignation des membres <b>Article 35</b> : présidence et vice-présidence <b>Article 36</b> : durée des fonctions <b>Article 37</b> : convocation <b>Article 38</b> : rapport	
<b>Chapitre VII : dispositions diverses</b>	<b>23</b>
<b>Article 39</b> : mise à disposition de locaux aux conseillers communautaires <b>Article 40</b> : bulletin d'information générale <b>Article 41</b> : désignation des délégués dans les organismes extérieurs <b>Article 42</b> : retrait d'une délégation à un vice-président <b>Article 43</b> : modification du règlement <b>Article 44</b> : application du règlement	
<b>Annexe sur la prévention des conflits d'intérêts</b>	<b>24</b>

# CHAPITRE I : réunions du conseil de Communauté

## Article L. 5211-1 du CGCT

*Les dispositions du chapitre Ier du titre II du livre Ier de la deuxième partie relatives au fonctionnement du conseil municipal sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale, en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent titre.*

*Pour l'application des dispositions des articles L. 2121-8, L. 2121-9, L. 2121-19, L. 2121-22 et L. 2121-27-1, ces établissements sont soumis aux règles applicables aux communes de 1 000 habitants et plus. Pour l'application des articles L.2121-11 et L.2121-12, ces établissements sont soumis aux règles applicables aux communes de 3 500 habitants et plus.*

## **Article 1 : périodicité des séances**

### Article L. 5211-11 du CGCT

*L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale se réunit au moins une fois par trimestre [...]. A cette fin, le président convoque les membres de l'organe délibérant. L'organe délibérant se réunit au siège de l'établissement public de coopération intercommunale ou dans un lieu choisi par l'organe délibérant dans l'une des communes membres.*

Le principe d'une réunion par trimestre (hors conseil de débat d'orientation budgétaire) est retenu selon un calendrier fixé en début d'année, en règle générale le vendredi à 18h30.

### Par renvoi à l'article L. 2121-9 du CGCT

*Le président peut réunir le conseil de Communauté chaque fois qu'il le juge utile.*

*Il est tenu de le convoquer dans un délai maximal de trente jours quand la demande motivée lui en est faite par le représentant de l'Etat dans le département ou par le tiers au moins des membres du conseil de Communauté.*

*En cas d'urgence, le représentant de l'Etat dans le département peut abréger ce délai.*

## **Article 2 : convocations**

### Par renvoi à l'article L. 2121-10 du CGCT

*Toute convocation est faite par le président. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée. Elle est transmise de manière dématérialisée ou, si les conseillers en font la demande, adressée par écrit à leur domicile ou à une autre adresse.*

La convocation précise la date, l'heure et le lieu de la réunion, qui se tient en règle générale en salle plénière de la maison des services publics.

### Par renvoi à l'article L. 2121-12 du CGCT

*Une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération doit être adressée avec la convocation aux membres du conseil de Communauté. Si la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces peut, à sa demande, être consulté à la Communauté par tout conseiller communautaire dans les conditions fixées par le règlement intérieur (Cf. article 4). Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs. En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le président sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc. Le président en rend compte dès l'ouverture de la séance au conseil de Communauté, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.*

## Article L5211-40-2

*Les conseillers municipaux des communes membres [...] sont informés des affaires de la Communauté faisant l'objet d'une délibération.*

*Ils sont destinataires d'une copie de la convocation adressée aux conseillers communautaires [...] avant chaque réunion du conseil de Communauté accompagnée des projets de délibération.*

## Article L5211-6 du CGCT

*Lorsqu'une commune ne dispose que d'un seul conseiller communautaire, le conseiller municipal appelé à le remplacer en application de l'article L. 273-10 ou du I de l'article L. 273-12 [du code électoral] exerce les fonctions de conseiller communautaire suppléant et peut participer avec voix délibérative aux réunions de l'organe délibérant en cas d'absence du conseiller titulaire dès lors que ce dernier en a avisé le président de l'établissement public. Le conseiller suppléant est destinataire des convocations aux réunions de l'organe délibérant, ainsi que des documents annexés à celles-ci.*

Lorsque la commune dispose d'un seul conseiller communautaire, le conseiller titulaire informe le président de son impossibilité de siéger et de son remplacement par le conseiller suppléant.

## **Article 3 : ordre du jour**

Le président fixe l'ordre du jour.

L'ordre du jour est porté à la connaissance du public par voie d'affichage à l'entrée de la maison des services publics.

L'ordre du jour est adressé aux communes membres pour affichage en mairie et les notes de synthèse leur sont communiquées pour information.

## **Article 4 : accès aux dossiers**

Par renvoi à l'article L. 2121-12 alinéa 2 du CGCT

*Si la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces peut, à sa demande, être consulté à la Communauté par tout conseiller communautaire dans les conditions fixées par le règlement intérieur. [...]*

Par renvoi à l'article L. 2121-13 du CGCT

*Tout membre du conseil de Communauté a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la Communauté qui font l'objet d'une délibération.*

Par renvoi à l'article L. 2121-13-1 du CGCT

*La Communauté assure la diffusion de l'information auprès de ses membres élus par les moyens matériels qu'elle juge les plus appropriés.*

*Afin de permettre l'échange d'informations sur les affaires relevant de ses compétences, la Communauté peut, dans les conditions définies par son assemblée délibérante, mettre à la disposition de ses membres élus, à titre individuel, les moyens informatiques et de télécommunications nécessaires.*

Toute demande de consultation de documents se fait par écrit, à l'attention du président à l'adresse communiquée aux conseillers communautaires, au moins un jour ouvrable avant la date de consultation souhaitée.

La consultation des documents se fait au siège de la Communauté, aux horaires d'ouverture au public.

Les conseillers communautaires ont droit de recevoir une copie, à titre gracieux, des documents dont ils jugent utile de pouvoir disposer.

Par renvoi à l'article L. 2121-26 du CGCT

*Toute personne physique ou morale a le droit de demander communication des procès-verbaux du conseil de Communauté, des budgets et des comptes de la Communauté et des arrêtés communautaires. Chacun peut les publier sous sa responsabilité. La communication des documents mentionnés au premier alinéa, qui peut être obtenue aussi bien du président que des services déconcentrés de l'Etat, intervient dans les conditions prévues par l'article L. 311-9 du code des relations entre le public et l'administration.*

Les dossiers sur lesquels le conseil de Communauté délibère sont tenus en séance à la disposition des conseillers communautaires.

Toute question, demande d'information complémentaire ou intervention d'un membre du conseil de Communauté à l'administration communautaire, devra se faire sous couvert du président ou du vice-président en charge du dossier, sous réserve de l'application de l'article L.2121-12 alinéa 2 ci-dessus.

## **Article 5 : questions orales**

Par renvoi à l'article L.2121-19 du CGCT :

*Les conseillers municipaux ont le droit d'exposer en séance du conseil des questions orales ayant trait aux affaires de la commune. [...], le règlement intérieur fixe la fréquence ainsi que les règles de présentation et d'examen de ces questions [...].*

*A la demande d'un dixième au moins des membres du conseil municipal, un débat portant sur la politique générale de la commune est organisé lors de la réunion suivante du conseil municipal.*

*L'application du deuxième alinéa ne peut donner lieu à l'organisation de plus d'un débat par an.*

Les questions orales portent sur des sujets d'intérêt général ayant trait aux affaires de la Communauté. Les questions orales peuvent porter sur les points inscrits à l'ordre du jour.

Elles ne donnent pas lieu à des débats, sauf demande spécifique formulée par l'auteur de la question. Le président de séance soumet alors l'opportunité du débat au vote. Le débat s'engage si la majorité des conseillers communautaires présents ou représentés le souhaite.

Le texte des questions est adressé au président 2 jours francs au moins avant une séance du conseil de Communauté et fait l'objet d'un accusé de réception.

Lors de cette séance, une fois l'ordre du jour épuisé, le président ou le vice-président en charge du dossier répond aux questions posées oralement par les conseillers communautaires. Le temps imparti aux questions orales est fixé à 30 minutes maximum et au total.

Les questions déposées après l'expiration du délai susvisé sont traitées à la séance ultérieure la plus proche.

Le président de séance peut décider de transmettre le texte des questions orales à l'ensemble des conseillers communautaires.

## **Article 6 : questions écrites**

Hors séance du conseil, chaque conseiller communautaire peut adresser au président des questions écrites sur des sujets d'intérêt général ayant trait aux affaires de la Communauté.

Le président répond à ces questions dans un délai raisonnable.



## CHAPITRE II : commissions et comités consultatifs

### **Article 7 : les commissions**

Par renvoi à l'article L. 2121-22 du CGCT

*Le conseil de Communauté peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil de Communauté soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres.*

*Elles sont convoquées par le président, qui en est le président de droit, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le président est absent ou empêché.*

*La composition des différentes commissions, y compris les commissions d'appel d'offres [...], doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communautaire.*

#### **Article 7.1 : la commission accessibilité**

Par renvoi à l'article L. 2143-3 du CGCT

*Il est créé une commission communautaire pour l'accessibilité composée notamment des représentants de la Communauté, d'associations ou d'organismes représentant les personnes handicapées pour tous les types de handicap, notamment physique, sensoriel, cognitif, mental ou psychique, d'associations représentant les personnes âgées, de représentants des acteurs économiques ainsi que de représentants d'autres usagers.*

*Cette commission dresse le constat de l'état d'accessibilité du patrimoine cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports. Elle détaille l'accessibilité aux personnes handicapées ou à mobilité réduite, en fonction du type de handicap, des principaux itinéraires et cheminements dans un rayon de deux cents mètres autour des points d'arrêt prioritaires au sens de l'article L. 1112-1 du code des transports. Elle établit un rapport annuel présenté en conseil de Communauté et fait toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant.*

*Elle est destinataire des projets d'agendas d'accessibilité programmée prévus à l'article L. 111-7-5 du code de la construction et de l'habitation concernant des établissements recevant du public situé sur le territoire communal.*

*Elle est également destinataire des documents de suivi définis par le décret prévu à l'article L. 111-7-9 du code de la construction et de l'habitation et de l'attestation d'achèvement des travaux prévus dans l'agenda d'accessibilité programmée mentionnée au même article quand l'agenda d'accessibilité programmée concerne un établissement recevant du public situé sur le territoire communal.*

*La commission communale et la commission intercommunale pour l'accessibilité tiennent à jour, par voie électronique, la liste des établissements recevant du public situés sur le territoire communal ou intercommunal qui ont élaboré un agenda d'accessibilité programmée et la liste des établissements accessibles aux personnes handicapées et aux personnes âgées.*

*Le rapport de la commission communale pour l'accessibilité est présenté au conseil de Communauté et est transmis au représentant de l'Etat dans le département, au président du conseil départemental, au conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie, ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés par le rapport.*

*Le président préside la commission et arrête la liste de ses membres.*

*Cette commission organise également un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées et aux personnes âgées.*

*La création d'une commission intercommunale pour l'accessibilité est obligatoire pour les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de transports ou d'aménagement de l'espace, dès lors qu'ils regroupent 5 000 habitants et plus. Elle est alors présidée par le président de cet établissement. Elle exerce ses missions dans la limite des compétences transférées au groupement. Les communes membres de l'établissement peuvent également, au travers d'une convention passée avec ce groupement, confier à la commission intercommunale tout ou partie des missions d'une commission communale, même si elles ne s'inscrivent pas dans le cadre des compétences de l'établissement public de coopération intercommunale. Lorsqu'elles coexistent, les commissions communales et intercommunales veillent à la cohérence des constats qu'elles dressent, chacune dans leur domaine de compétences, concernant l'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports.*

## **Article 7.2 : les autres commissions**

- les commissions thématiques

Par renvoi à l'article L.2121-22 du CGCT

*Le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents. Le registre des délibérations comporte le nom des votants et l'indication du sens de leur vote.*

*Il est voté au scrutin secret :*

*1° Soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame ;*

*2° Soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.*

*Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.*

*Le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.*

Par renvoi à l'article L.2121-22 du CGCT

*Le conseil de Communauté peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres. [...]*

*Le conseil de Communauté installe des commissions thématiques qui sont permanentes. Leur liste est la suivante :*

Attractivité  
Environnement  
Aménagement du territoire  
Cohésion territoriale  
Ressources

Le conseil de Communauté fixe le nombre de conseillers communautaires titulaires siégeant dans chaque commission avec droit de vote et désigne ceux qui y siégeront.

Chaque conseiller communautaire est membre d'une seule commission thématique sauf certains vice-présidents qui sont membres de plusieurs commissions.

#### Fonctionnement des commissions thématiques :

##### Par renvoi à l'article L.2121-22 du CGCT

*Elles sont convoquées par le président, qui en est le président de droit, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le président est absent ou empêché.*

Les commissions peuvent, à la demande du vice-président, soit de son initiative, soit de celle de la majorité des membres, entendre des personnes qualifiées.

Chaque conseiller communautaire a la faculté de participer sans droit de vote aux travaux de toute commission autre que celle dont il est membre. Il en informe préalablement le vice-président présidant la commission.

##### Article L.5211-40-1 du CGCT

*En cas d'empêchement, le membre d'une commission créée en application de l'article L. 2121-22 peut être remplacé pour une réunion par un conseiller municipal de la même commune désigné par le maire. Ce dernier veille dans sa désignation à respecter le principe de la représentation proportionnelle défini au dernier alinéa du même article L. 2121-22.*

*Les élus municipaux suppléant le maire ou ayant reçu délégation qui ne sont pas membres de cette commission peuvent assister aux séances de celle-ci, sans participer aux votes.*

Les conseillers communautaires suppléants peuvent assister sans droit de vote à une commission et reçoivent la convocation à l'adresse électronique de leur choix. Ils en informent préalablement le vice-président présidant la commission.

La commission se réunit sur convocation du président ou du vice-président. Il est toutefois tenu de réunir la commission à la demande de la majorité de ses membres.

La convocation et les documents de travail sont adressés de manière dématérialisée à l'ensemble des conseillers communautaires trois jours francs avant la tenue de la réunion. Dans la mesure du possible, la convocation suit les règles de forme de celles du conseil de Communauté.

Les séances des commissions ne sont pas publiques.

A chaque fois que cela est possible, sauf notamment en cas d'urgence, toute affaire soumise au conseil de Communauté doit être préalablement étudiée par une commission thématique.

Les commissions thématiques n'ont aucun pouvoir de décision. Elles examinent les affaires qui leur sont soumises, émettent de simples avis et/ou formulent des propositions.

Elles émettent un avis à la majorité des membres présents, sans nécessité de quorum.

Elles élaborent un compte rendu synthétique visé par le vice-président sur les affaires étudiées. Ce compte rendu est communiqué à l'ensemble des conseillers communautaires par voie électronique exclusivement.

Les conseillers communautaires sont destinataires de l'ordre du jour de l'ensemble des commissions.

- La commission règlement intérieur est une commission ad hoc chargée d'établir le règlement intérieur du conseil de Communauté. Son fonctionnement est calqué, dans la mesure du possible, sur celui des commissions thématiques.

- La commission plénière se compose de l'ensemble des membres des commissions thématiques. Le président en fixe l'ordre du jour et adresse les convocations. Son fonctionnement est calqué, dans la mesure du possible, sur celui des commissions thématiques.

- La commission plénière élargie se compose de l'ensemble des membres des commissions thématiques ainsi que de l'ensemble des maires. Le président en fixe l'ordre du jour et adresse les convocations. Son fonctionnement est calqué, dans la mesure du possible, sur celui des commissions thématiques.

- La conférence des maires :

Article L.5211-11-3 du CGCT :

*La création d'une conférence des maires est obligatoire dans les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, sauf lorsque le bureau de l'établissement public comprend déjà l'ensemble des maires des communes membres.*

*La conférence des maires est présidée par le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. Outre le président de l'établissement, elle comprend les maires des communes membres.*

*Elle se réunit, sur un ordre du jour déterminé, à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou, dans la limite de quatre réunions par an, à la demande d'un tiers des maires.*

Article L.5211-40-2 du CGCT :

*Si la conférence des maires émet des avis, ceux-ci sont adressés à l'ensemble des conseillers municipaux des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale.*

La conférence des maires réunit le président, les vice-présidents et les maires des vingt-deux communes membres de la Communauté.

Son ordre du jour est essentiellement composé par des sujets présentés au conseil de Communauté.

A titre dérogatoire, un maire empêché d'assister à la séance peut se faire représenter par un conseiller municipal qu'il désigne. Le suppléant a voix délibérative.

## **Article 9 : conseil d'exploitation**

Par renvoi aux articles L.2221-1, L.2122-3 et L. 2122-4

*Les EPCI peuvent exploiter directement des services d'intérêt public à caractère industriel ou commercial.*

Le conseil de Communauté a créé un service d'intérêt public à caractère industriel et commercial exploité en régie et disposant de l'autonomie financière : le service public réseau de chaleur – chaufferie bois.

Par renvoi à l'article R2221-64

*Le conseil d'exploitation délibère sur les catégories d'affaires pour lesquelles le conseil de Communauté ne s'est pas réservé le pouvoir de décision ou pour lesquelles ce pouvoir n'est pas attribué à une autre autorité par les statuts.*

*Il est obligatoirement consulté par le président sur toutes les questions d'ordre général intéressant le fonctionnement de la régie.*

*Le conseil peut procéder à toutes mesures d'investigation et de contrôle.*

*Il présente au président toutes propositions utiles.*

*Le directeur tient le conseil au courant de la marche du service.*

Le conseil d'exploitation du service public réseau de chaleur – chaufferie bois est composé des membres de la commission Environnement.

Dans le respect des dispositions réglementaires, les modalités de fonctionnement du conseil d'exploitation sont calquées, dans la mesure du possible, sur celui des commissions thématiques.

## **Article 10 : comités consultatifs**

Le conseil de Communauté peut créer des comités consultatifs sur toute question d'intérêt communautaire concernant tout ou partie du territoire de la Communauté. Ces comités comprennent des personnes qui peuvent ne pas appartenir au conseil.

Le président en fixe la composition et les modalités de fonctionnement par arrêté pour une durée qui ne peut excéder celle du mandat communautaire en cours.

Chaque comité est présidé par un conseiller communautaire, désigné par le président.

Les comités peuvent notamment être consultés par le président sur toute question ou projet intéressant les services publics et équipements de proximité. Ils peuvent par ailleurs transmettre au président toute proposition concernant tout problème d'intérêt communautaire pour lequel ils ont été institués.

Chaque comité, présidé par un conseiller communautaire désigné parmi ses membres, est composé d'élus voire de personnes extérieures au conseil de Communauté.

Les avis émis par les comités consultatifs ne sauraient en aucun cas lier le conseil de Communauté.

Le nombre maximum des membres des comités consultatifs est fixé à 15. Ces comités sont composés d'une majorité absolue d'élus communautaires.

## **Article 11 : commission consultative des services publics locaux**

Par renvoi à l'article L. 1413-1 du CGCT

*Les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants [...] créent une commission consultative des services publics locaux pour l'ensemble des services publics qu'ils confient à un tiers par convention de délégation de service*

*public ou qu'ils exploitent en régie dotée de l'autonomie financière. Les établissements publics de coopération intercommunale dont la population est comprise entre 20 000 et 50 000 habitants peuvent créer une commission consultative des services publics locaux dans les mêmes conditions.*

*Cette commission, présidée par le président, (...), ou son représentant, comprend des membres de l'assemblée délibérante ou de l'organe délibérant, désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle, et des représentants d'associations locales, nommés par l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant. En fonction de l'ordre du jour, la commission peut, sur proposition de son président, inviter à participer à ses travaux, avec voix consultative, toute personne dont l'audition lui paraît utile.*

*La majorité des membres de la commission peut demander l'inscription à l'ordre du jour de toute proposition relative à l'amélioration des services publics locaux.*

*La commission examine chaque année sur le rapport de son président :*

*1° Le rapport, mentionné à l'article L. 1411-3, établi par le délégataire de service public ;*

*2° Les rapports sur le prix et la qualité du service public d'eau potable et sur les services d'assainissement visés à l'article L. 2224-5 ;*

*3° Un bilan d'activité des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière ;*

*4° Le rapport mentionné à l'article L. 2234-1 du code de la commande publique établi par le titulaire d'un marché de partenariat.*

*Elle est consultée pour avis par l'assemblée délibérante ou par l'organe délibérant sur :*

*1° tout projet de délégation de service public, avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant se prononce dans les conditions prévues par l'article L. 1411-4 ;*

*2° tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière, avant la décision portant création de la régie ;*

*3° tout projet de partenariat avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant ne se prononce dans les conditions prévues à l'article L. 1414-2 ;*

*4° tout projet de participation du service de l'eau ou de l'assainissement à un programme de recherche et de développement, avant la décision d'y engager le service.*

*Le président de la commission consultative des services publics locaux présente à son assemblée délibérante ou à son organe délibérant, avant le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.*

*Dans les conditions qu'ils fixent, l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant peuvent charger, par délégation, l'organe exécutif de saisir pour avis la commission des projets précités.*

*Les travaux de la commission donnent lieu chaque année à l'élaboration d'un rapport qui est transmis pour information au président et communiqué par celui-ci aux membres de la commission ainsi qu'au conseil de Communauté.*

*Les rapports remis par les commissions consultatives des services publics locaux ne sauraient en aucun cas lier le conseil de Communauté.*

## **Article 12 : commission d'appels d'offres**

### **Article L. 1414-2 du CGCT :**

*« ....le titulaire [d'un marché public] est choisi par une commission d'appel d'offres composée conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5.*

*En cas d'urgence impérieuse, le marché public peut être attribué sans réunion préalable de la commission d'appel d'offres.*

*Les délibérations de la commission d'appel d'offres peuvent être organisées à distance dans les conditions de l'ordonnance du 6 novembre 2014 [relative à l'adaptation et à l'entrée en vigueur de certaines dispositions du code général des collectivités territoriales, du code général des impôts et d'autres dispositions législatives applicables à la métropole de Lyon]»*

### **Article L. 1411-5 du CGCT :**

*« La commission est composée [.....] par l'autorité habilitée à signer [le marché], président, et par cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste ;*

*Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui de membres titulaires.*

*Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents.*

*Si, après une première convocation, ce quorum n'est pas atteint, la commission est à nouveau convoquée. Elle se réunit alors valablement sans condition de quorum.*

*Lorsqu'ils y sont invités par le président de la commission, le comptable de la collectivité et un représentant du ministre chargé de la concurrence peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission. Leurs observations sont consignées au procès-verbal.*

*Peuvent participer à la commission, avec voix consultative, des personnalités ou un ou plusieurs agents de la collectivité territoriale ou de l'établissement public désignés par le président de la commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet [du marché] ».*

Une commission d'appels d'offres permanente est créée.

La convocation, accompagnée de l'ordre du jour, est adressée de manière dématérialisée à l'ensemble des membres de la commission cinq jours francs avant la tenue de la réunion.

## **Article 13 : conférences territoriales des maires**

### **Article L.5211-11-2 du CGCT :**

*Le pacte de gouvernance prévoit (...) la création de conférences territoriales des maires, selon des périmètres géographiques et des périmètres de compétences qu'il détermine. Les conférences territoriales des maires peuvent être consultées lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. Les modalités de fonctionnement des conférences territoriales des maires sont déterminées par le règlement intérieur de l'organe délibérant de l'établissement public.*

Les conférences territoriales des maires sont créées par délibération du conseil de Communauté, selon des périmètres géographiques. Chaque conférence est présidée par un vice-président désigné par le Bureau Communautaire. Le vice-président peut convier des personnes qualifiées (élus, services, intervenants extérieurs) en fonction des sujets à l'ordre du jour.

Les conférences territoriales des maires sont informées des principales décisions et orientations données par le Bureau communautaire et sont consultées lors de l'élaboration des politiques communautaires.

Les conférences territoriales des maires sont convoquées deux fois par an au minimum à l'initiative du vice-président référent.

La convocation, accompagnée de l'ordre du jour et des éventuels documents de travail, est adressée de manière dématérialisée à l'ensemble des maires du périmètre géographique concerné à l'adresse électronique de leur choix trois jours francs avant la tenue de la réunion. Dans la mesure du possible, la convocation suit les règles de forme de celles des commissions thématiques.

Le maire absent peut être représenté par un conseiller municipal qu'il désigne. Dans ce cas, il en informe le vice-président référent.



## CHAPITRE III : tenue des séances du conseil de Communauté

---

### **Article 14 : présidence**

*Par renvoi à l'article L. 2121-14 du CGCT : le conseil de Communauté est présidé par le président et, à défaut, par celui qui le remplace.*

*Dans les séances où le compte administratif du président est débattu, le conseil de Communauté élit son président.*

*Dans ce cas, le président peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote.*

*Par renvoi à l'article L. 2122-8 du CGCT : la séance au cours de laquelle il est procédé à l'élection du président est présidée par le plus âgé des membres du conseil de Communauté.*

*Pour toute élection du président ou des vice-présidents, les membres du conseil de Communauté sont convoqués dans les formes et délais prévus aux articles L. 2121-10 à L. 2121-12. La convocation contient mention spéciale de l'élection à laquelle il doit être procédé.*

*Avant cette convocation, il est procédé aux élections qui peuvent être nécessaires lorsque le conseil de Communauté est incomplet.*

*Si, après les élections, de nouvelles vacances se produisent, le conseil de Communauté procède néanmoins à l'élection du président et des vice-présidents, à moins qu'il n'ait perdu le tiers ou plus de ses membres ou compte moins de cinq membres.*

*Toutefois, quand il y a lieu à l'élection d'un seul vice-président, le conseil de Communauté peut décider, sur la proposition du président, qu'il y sera procédé sans élections complémentaires préalables, sauf dans le cas où le conseil de Communauté a perdu le tiers ou plus de son effectif légal ou compte moins de cinq membres.*

*Le président de séance procède à l'ouverture des séances, vérifie le quorum, dirige les débats, accorde la parole et rappelle les orateurs à l'affaire soumise au vote.*

*Le président de séance :*

- décide et met fin, s'il y a lieu, aux interruptions et suspensions de séance,
- met aux voix les propositions et les délibérations,
- décompte les scrutins,
- juge conjointement avec le secrétaire de séance les épreuves des votes,
- en proclame les résultats,
- prononce la clôture des séances après épuisement de l'ordre du jour.

### **Article 15 : quorum**

*Par renvoi à l'article L. 2121-17 du CGCT : Le conseil de Communauté ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente.*

*Si, après une première convocation régulièrement faite selon les dispositions des articles L. 2121-10 à L. 2121-12, ce quorum n'est pas atteint, le conseil de Communauté est à nouveau convoqué à trois jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum.*

*Le quorum, fixé en l'occurrence à 25 conseillers communautaires, doit être atteint à l'ouverture de la séance mais aussi lors de la mise en discussion de toute question*

soumise à délibération. Ainsi, si un conseiller communautaire ne s'absente pendant la séance, cette dernière ne peut se poursuivre que si le quorum reste atteint malgré ce départ.

Si le quorum n'est pas atteint lors de la mise en discussion d'un point de l'ordre du jour soumis à délibération (et non pas au moment du vote de cette question), le président de séance lève la séance et renvoie la suite des affaires à une date ultérieure. Les départs et retards constatés sont consignés dans le procès-verbal de la séance. Les pouvoirs donnés par les conseillers communautaires absents n'entrent pas en compte dans le calcul du quorum.

### **Article 16 : pouvoirs**

*Par renvoi à l'article L. 2121-20 du CGCT : Un conseiller communautaire empêché d'assister à une séance peut donner à un collègue de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même conseiller communautaire ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.*

*Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.*

*Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante.*

Le mandataire remet le pouvoir au président de séance. Le pouvoir peut être établi au cours d'une séance à laquelle participe un conseiller obligé de se retirer avant la fin de la séance.

Afin d'éviter toute contestation sur leur participation au vote, les conseillers communautaires qui se retirent de la salle des délibérations doivent faire connaître au président de séance leur intention ou leur souhait de se faire représenter.

### **Article 17 : secrétariat de séance**

*Par renvoi à l'article L. 2121-15 du CGCT : au début de chacune de ses séances, le conseil de Communauté nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.*

*Il peut adjoindre à ce ou ces secrétaires des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations.*

Le secrétaire de séance, qui est un(e) vice-président(e), assiste le président de séance pour la vérification du quorum, la validité des pouvoirs et le bon déroulement des scrutins. Il contrôle l'élaboration du procès-verbal de séance.

### **Article 18 : accès et tenue du public**

*Par renvoi à l'article L. 2121-18 du CGCT : les séances du conseil de Communauté sont publiques.*

Le public est autorisé à occuper les places qui lui sont réservées dans la salle dans la limite de la législation relative aux établissements recevant du public, lorsque le conseil de Communauté se tient à la Maison de services publics.

Dans l'exercice de son pouvoir de police de l'assemblée, le président peut être amené à refuser l'accès à toute personne.

Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

Un emplacement spécifique est réservé aux représentants de la presse.

## **Article 19 : séance à huis clos**

*Article L. 5211-11 alinéa 2 du CGCT : sur la demande de cinq membres ou du président, l'organe délibérant peut décider, sans débat, à la majorité absolue de ses membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.*

La décision de tenir une séance à huis clos doit être justifiée<sup>10</sup> et est prise par un vote du conseil de Communauté.

Lorsqu'il est décidé que le conseil de Communauté se réunit à huis clos, le public ainsi que les représentants de la presse doivent se retirer. Seuls la direction et les auxiliaires peuvent continuer à assister à la séance.

En cas de huis clos, les règles de publicité des débats restent inchangées : procès-verbal de séance, registre des délibérations et extraits à afficher doivent être établis dans les mêmes conditions qu'en cas de séance publique. Ils doivent notamment comporter la mention des questions abordées au cours du huis clos.

Il est rappelé que le conseil de Communauté dispose d'une large marge d'appréciation concernant la rédaction de ses procès-verbaux.

## **Article 20 : enregistrement des débats**

*Par renvoi à l'article L. 2121-18 alinéa 3 du CGCT : sans préjudice des pouvoirs que le président tient de l'article L. 2121-16, ces séances peuvent être retransmises par les moyens de communication audiovisuelle.*

Toute personne a l'autorisation d'enregistrer les séances du conseil de Communauté, hors huis clos.

Toutefois, le président de séance peut décider de suspendre cette possibilité si le bon déroulement de la séance est menacé et que le bon ordre des travaux est troublé.

## **Article 21 : police de l'assemblée**

*Par renvoi à l'article L. 2121-16 du CGCT : le président a seul la police de l'assemblée. Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre.*

*En cas de crime ou de délit, il en dresse un procès-verbal et le procureur de la République en est immédiatement saisi.*

Si le président de séance estime qu'un cas de crime ou de délit est constitué en cas, par exemple, de propos injurieux ou diffamatoires, il en dresse procès-verbal et en saisit immédiatement le procureur de la République.

Il appartient au président ou à celui qui le remplace de faire observer le présent règlement.

<sup>10</sup> Les motifs pouvant conduire le conseil de Communauté à siéger en huis clos sont relatifs aux questions traitées ou au bon ordre de la séance. Si les conseillers communautaires se fondent sur le bon ordre de la séance, un trouble suffisant, telles qu'une manifestation bruyante ou des personnes arborant des signes ostentatoires, doit être qualifié. Si le huis clos est motivé par l'objet de la délibération (vie privée, intérêts communautaires, etc.), il doit être limité à la délibération présentant un caractère sensible.

## CHAPITRE IV : débats et votes des délibérations

*Par renvoi à l'article L. 2121-29 du CGCT : le conseil de Communauté règle par ses délibérations les affaires de la Communauté.*

*Il donne son avis toutes les fois que cet avis est requis par les lois et règlements, ou qu'il est demandé par le représentant de l'État dans le département.*

*Lorsque le conseil de Communauté, à ce régulièrement requis et convoqué, refuse ou néglige de donner avis, il peut être passé outre.*

*Le conseil de Communauté émet des vœux sur tous les objets d'intérêt local.*

*Par renvoi à l'article L. 2121-12 du CGCT : le délai de convocation est fixé à cinq jours francs. En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le président sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc.*

*Le président en rend compte dès l'ouverture de la séance au conseil de Communauté qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.*

### **Article 22 : déroulement de la séance**

Le président de séance assisté du secrétaire de séance qu'il a désigné :

- procède à l'ouverture de la séance, puis à l'appel des conseillers communautaires et prend acte des pouvoirs reçus,
- constate le quorum,
- proclame la validité de la séance si celui-ci est atteint.

Il fait ensuite approuver le procès-verbal de la séance précédente et prend note des rectifications éventuelles.

Le président de séance :

- accorde immédiatement la parole en cas de réclamation relative à l'ordre du jour,
- soumet à l'approbation du conseil de Communauté les points urgents qui méritent d'être ajoutés à cet ordre du jour, en particulier un sujet qui, de part sa nature, ne peut être reporté à un conseil ultérieur,
- rend compte des décisions qui ont été prises en vertu des délégations du conseil de Communauté, données au bureau communautaire ou à lui-même conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du CGCT,
- appelle les affaires inscrites à l'ordre du jour. Chaque affaire fait l'objet d'un résumé sommaire par les rapporteurs désignés par le président de séance. Cette présentation peut être précédée ou suivie d'une intervention du président de séance lui-même ou du vice-président compétent,
- peut soumettre au conseil de Communauté des « questions diverses » qui ne revêtent pas une importance capitale. Si toutefois l'une de ces questions doit faire l'objet d'une délibération, elle devra en tant que telle être inscrite à l'ordre du jour de la prochaine séance du conseil de Communauté,
- répond, lui ou un vice-président, aux questions orales (cf. article 5).

## **Article 23 : débats ordinaires**

La parole est accordée par le président de séance aux conseillers communautaires qui la demandent. Aucun conseiller communautaire ne peut prendre la parole qu'après l'avoir obtenue du président de séance même s'il est autorisé par un orateur à l'interrompre.

Les conseillers communautaires prennent la parole dans l'ordre chronologique de leur demande.

Lorsqu'un conseiller communautaire s'écarte de la question traitée ou qu'il trouble le bon déroulement de la séance par des interruptions ou des attaques personnelles, la parole peut lui être retirée par le président de séance qui peut alors faire, le cas échéant, application des dispositions prévues à l'article 21.

Sous peine d'un rappel à l'ordre, aucune intervention n'est possible pendant le vote d'une affaire soumise à délibération.

## **Article 24 : débat sur les orientations budgétaires**

Par renvoi à l'article L. 2312-1 du CGCT

*Le budget de la Communauté est proposé par le président et voté par le conseil de Communauté.*

*Le président présente au conseil de Communauté, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil de Communauté, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération.*

En règle générale, le débat sur les orientations budgétaires a lieu dans le courant du mois de décembre de chaque année, lors d'une séance ordinaire, après inscription à l'ordre du jour ou lors d'une séance réservée à cet effet. Il donne lieu à délibération prenant uniquement acte de sa tenue

### **Article D5211-18-1 :**

*Création Décret n°2016-841 du 24 juin 2016 - art. 1*

*A. – Les dispositions du A de l'article D. 2312-3 sont applicables aux établissements publics de coopération intercommunale qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants et plus.*

*B. – Les dispositions du B de l'article D. 2312-3 sont applicables aux établissements publics de coopération intercommunale de plus de 10 000 habitants et qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants et plus.*

*C. – Le rapport prévu à l'article L. 2312-1 est transmis par l'établissement public de coopération intercommunale aux maires des communes qui en sont membres dans un délai de quinze jours à compter de son examen par l'assemblée délibérante. Il est mis à la disposition du public au siège de l'établissement public de coopération, dans les quinze jours suivants la tenue du débat d'orientation budgétaire. Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen.*

## **Article 25 : suspension de séance**

La suspension de séance est décidée par le président de séance. Le président de séance peut mettre aux voix toute demande émanant d'un conseiller communautaire. Il revient au président de séance de fixer la durée des suspensions de séance.

## **Article 26 : amendements**

Les amendements peuvent être proposés sur toutes affaires en discussion soumises au conseil de Communauté.

Ils doivent être présentés par écrit au président au moins un jour ouvrable avant la séance du conseil de Communauté.

Le conseil de Communauté décide par un vote si ces amendements sont mis en délibération, rejetés ou renvoyés à la commission compétente.

## **Article 27 : référendum local**

Article L.O. 1112-1 du CGCT : *l'assemblée délibérante d'une collectivité territoriale peut soumettre à référendum local tout projet de délibération tendant à régler une affaire de la compétence de cette collectivité.*

Article L.O. 1112-2 du CGCT : *l'exécutif d'une collectivité territoriale peut seul proposer à l'assemblée délibérante de cette collectivité de soumettre à référendum local tout projet d'acte relevant des attributions qu'il exerce au nom de la collectivité, à l'exception des projets d'acte individuel.*

Article L.O. 1112-3 du CGCT : *dans les cas prévus aux articles LO 1112-1 et LO 1112-2, l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale, par une même délibération, détermine les modalités d'organisation du référendum local, fixe le jour du scrutin, qui ne peut intervenir moins de deux mois après la transmission de la délibération au représentant de l'Etat, convoque les électeurs et précise le projet d'acte ou de délibération soumis à l'approbation des électeurs.*

*L'exécutif de la collectivité territoriale transmet au représentant de l'Etat dans un délai maximum de huit jours la délibération prise en application de l'alinéa précédent.*

*Le représentant de l'Etat dispose d'un délai de dix jours à compter de la réception de la délibération pour la déférer au tribunal administratif s'il l'estime illégale. Il peut assortir son recours d'une demande de suspension.*

*Le président du tribunal administratif ou le magistrat délégué par lui statue dans un délai d'un mois, en premier et dernier ressort, sur la demande de suspension. Il est fait droit à cette demande si l'un des moyens invoqués paraît, en l'état de l'instruction, propre à créer un doute sérieux quant à la légalité de l'acte attaqué ou du projet de délibération ou d'acte soumis à référendum.*

*Lorsque la délibération organisant le référendum local ou le projet de délibération ou d'acte soumis à référendum est de nature à compromettre l'exercice d'une liberté publique ou individuelle, le président du tribunal administratif ou le magistrat délégué par lui en prononce la suspension dans les quarante-huit heures.*

## **Article 28 : consultation des électeurs**

Article L. 1112-15 du CGCT : *les électeurs d'une collectivité territoriale peuvent être consultés sur les décisions que les autorités de cette collectivité envisagent de prendre pour régler les affaires relevant de la compétence de celle-ci. La consultation peut être limitée aux électeurs d'une partie du territoire du ressort de la collectivité, pour les affaires intéressant spécialement cette partie de la collectivité.*

Article L. 1112-16 du CGCT : *(...) un dixième des électeurs, peuvent demander à ce que soit inscrite à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante de la Communauté l'organisation d'une consultation sur toute affaire relevant de la décision de cette assemblée.*

*Dans l'année, un électeur ne peut signer qu'une seule demande tendant à l'organisation d'une consultation par une même collectivité territoriale.*

*Le ou les organisateurs d'une demande de consultation (...) sont tenus de communiquer à l'organe exécutif de [la Communauté] une copie des listes électorales des communes où sont inscrits les auteurs de la demande.*

*La décision d'organiser la consultation appartient à l'assemblée délibérante de la Communauté.*

*Article L. 1112-17 alinéa 1<sup>er</sup> du CGCT : L'assemblée délibérante de la collectivité territoriale arrête le principe et les modalités d'organisation de la consultation. Sa délibération indique expressément que cette consultation n'est qu'une demande d'avis. Elle fixe le jour du scrutin et convoque les électeurs. Elle est transmise deux mois au moins avant la date du scrutin au représentant de l'Etat (...).*

### **Article 29 : votes**

*Article L. 2121-20 du CGCT : (...) les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.*

*Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante.*

*Par renvoi à l'article L. 2121-21 du CGCT : le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents. Le registre des délibérations comporte le nom des votants et l'indication du sens de leur vote.*

*Il est voté au scrutin secret :*

*1° Soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame ;*

*2° Soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.*

*Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.*

*Le conseil de Communauté peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.*

*Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le président.*

Les bulletins ou votes nuls et les abstentions ne sont pas comptabilisés.

Le conseil de Communauté peut voter selon trois modes de scrutin :

- **le scrutin ordinaire** à main levée ou par assis et levés. Le registre des délibérations doit comporter le nom des votants ainsi que l'indication du sens de leur vote ;
- **le scrutin public** a lieu, à la demande du quart des membres présents, soit par bulletin écrit, soit par appel nominal. Le registre des délibérations doit comporter le nom des votants ainsi que l'indication du sens de leur vote ;
- **le scrutin secret** a lieu lorsqu'un tiers des membres présents le réclame ou s'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.

Le mode de votation ordinaire est le vote à main levée.

Il est tout d'abord constaté, par le président de séance et le secrétaire, les conseillers communautaires qui ne prennent pas part au vote. Ensuite, le président et le secrétaire comptent le nombre de votants pour, le nombre de votants contre et le nombre d'abstentions.

Le vote du compte administratif (cf. article L. 1612-12 du CGCT) présenté annuellement par le président doit intervenir avant le 30 juin de l'année suivant l'exercice. Le compte administratif est arrêté si une majorité de voix ne s'est pas dégagée contre son adoption.

### **Article 30 : clôture de toute discussion**

Les conseillers communautaires prennent la parole dans l'ordre déterminé par le président de séance.

Il appartient au président de séance seul de mettre fin aux débats.



# CHAPITRE V : procès-verbaux et comptes rendus des débats et des décisions

---

## **Article 31 : procès-verbaux<sup>11</sup>**

Par renvoi à l'article L. 2121-23 du CGCT : *Les délibérations sont inscrites par ordre de date.*

*Elles sont signées par tous les membres présents à la séance, ou mention est faite de la cause qui les a empêchés de signer.*

La signature est déposée sur la dernière page du procès-verbal de la séance, après l'ensemble des délibérations.

Les séances publiques du conseil de Communauté sont enregistrées et donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal de séance.

Le procès-verbal est envoyé aux conseillers communautaires avec les documents du conseil de Communauté suivant pour approbation en séance.

Les éventuelles remarques sont de préférence communiquées avant la séance.

Les conseillers communautaires ne peuvent intervenir à cette occasion que pour une rectification à apporter au procès-verbal. La rectification éventuelle est enregistrée au procès-verbal suivant.

L'intégralité des débats du conseil de Communauté, sous forme d'enregistrement audio, est communiquée sur demande écrite auprès du président.

## **Article 32 : comptes rendus<sup>12</sup>**

Par renvoi à l'article L. 2121-25 du CGCT : *Dans un délai d'une semaine, le compte rendu de la séance du conseil de Communauté est affiché à la [Maison des Services Publics, siège de la Communauté,] et mis en ligne sur le site internet [..].*

Le compte rendu est à disposition au siège de la Communauté.

Il présente une synthèse sommaire des délibérations et des décisions du conseil, ainsi que leur vote. Il n'expose pas les débats qui se sont tenus lors de la séance.

Le compte rendu est mis en ligne sur l'Extranet et envoyé aux communes dans délai de 8 jours.

---

<sup>11</sup> Le procès-verbal a pour objet d'établir et de conserver les faits et décisions des séances du conseil de Communauté. Il est rédigé par le secrétaire de séance nommé par le conseil de Communauté. Il est approuvé par les conseillers communautaires présents à la séance ou mention est faite de la cause qui les a empêchés de signer. Aucune disposition législative ou réglementaire ne précise les mentions qui doivent être portées obligatoirement aux procès-verbaux. Dans le silence de la loi, et pour limiter les éventuelles contestations, le procès-verbal doit cependant contenir les éléments nécessaires tant à l'information du public qu'à celle du préfet chargé du contrôle de légalité sur les décisions prises par le conseil de Communauté, voire par le juge administratif en cas de contestation. La communication peut en être demandée par toute personne physique ou morale. Le procès-verbal ne constitue pas, en revanche, une mesure de publicité des délibérations.

<sup>12</sup> Il appartient au président de préparer ce compte rendu et il a la responsabilité de faire procéder à son affichage. Ce compte rendu succinct retrace les décisions prises par le conseil de Communauté sur les affaires inscrites à l'ordre du jour, sans détailler les débats. Les noms des conseillers communautaires ayant pris part aux délibérations peuvent être mentionnés, notamment afin de vérifier le respect de l'interdiction de participation aux délibérations des conseillers communautaires personnellement intéressés à l'affaire qui en fait l'objet. Principalement destiné à informer le public des décisions prises par le conseil de Communauté, cet affichage constitue aussi une formalité de publicité, nécessaire au déclenchement des délais de recours contentieux à l'encontre des délibérations.

# CHAPITRE VI : la Commission Locale des Charges Transférées

---

Articles L. 5219-5 XII du CGCT et 1609 nonies C du code général des impôts

## **Article 33 : composition**

Il est créé entre la Communauté et ses communes membres une commission locale chargée d'évaluer les charges transférées en cas de transfert de compétence.

La CLECT est créée par le conseil de Communauté qui en détermine la composition à la majorité des deux tiers. Elle est composée de conseillers municipaux des communes membres.

Chaque commune dispose d'un membre titulaire et d'un membre suppléant, à l'exception de la Ville de Landerneau qui dispose de trois membres titulaires et de trois membres suppléants.

Les pouvoirs ne sont pas autorisés.

## **Article 34 : désignation des membres**

A la demande de la Communauté et dans les deux mois suivant cette demande, les communes lui transmettent leurs propositions de membres de la CLECT.

A défaut pour une commune d'avoir transmis dans ce délai ses propositions de membres, cette commune est représentée au sein de la CLECT par le maire en qualité de membre titulaire et par le premier adjoint en qualité de membre suppléant.

En cas d'absence de proposition de la part d'une commune, le président de la Communauté se réfère à l'ordre du tableau de ladite commune pour désigner les membres nécessaires.

## **Article 35 : présidence et vice-présidence**

La CLECT élit son président et un vice-président parmi ses membres.

Ils sont élus au scrutin secret et à la majorité absolue. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

## **Article 36 : durée des fonctions**

La durée des fonctions des membres de la CLECT est liée à celle du conseil municipal de la commune dont ils sont issus.

Sous réserve d'une délibération du conseil de Communauté, il sera possible de procéder à un renouvellement de la CLECT et donc à une nouvelle désignation de ses membres.

En cas de vacance parmi les membres de la CLECT pour quelque cause que ce soit (démission, décès, etc.), la commune concernée en informe sans délai le président de la Communauté. Elle pourvoit à une proposition de remplacement dans un délai d'un mois.

## **Article 37 : convocation**

La convocation à chaque réunion est effectuée par le président de la CLECT, et en cas d'empêchement de celui-ci, par le vice-président.

La convocation est adressée par écrit à chaque membre titulaire à l'adresse électronique de son choix, au moins cinq jours francs avant la tenue de la réunion. Une copie de cette convocation est adressée aux mairies.

En cas d'empêchement, le membre titulaire est chargé d'en informer son suppléant.  
La convocation mentionne la date, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion. Elle est accompagnée des documents nécessaires à la tenue de la réunion.  
Les réunions de la CLECT ne sont pas publiques.  
Sur proposition du Bureau, la CLECT peut être réunie pour examiner les coûts des mutualisations.

### **Article 38 : rapport**

Le quorum de la CLECT n'est atteint que si la moitié au moins de ses membres en exercice est présente, soit treize membres.

La CLECT peut faire appel, pour l'exercice de sa mission, à des experts. Ces experts ont pour vocation d'assister les membres de la CLECT et ne peuvent avoir qu'une fonction consultative. Le choix de l'indemnisation ou de la rémunération des experts relève de la Communauté (dans le respect du CGCT et du CMP).

La CLECT remet, dans un délai de 9 mois à compter de la date du transfert, un rapport évaluant le coût net des charges transférées.

La rédaction de ce rapport est confiée au président, et à défaut au vice-président.

L'approbation de ce rapport est soumise à l'avis favorable de la CLECT exprimé à la majorité des deux tiers des membres présents.

Après approbation de ce rapport, le président de la CLECT l'adresse aux communes et à la Communauté.

A compter de la réception de ce rapport, les communes disposent d'un délai de trois mois pour se prononcer. A défaut de réponse reçue à la Communauté durant ce délai, la décision de la commune est réputée favorable.

Le rapport est adopté par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux, à savoir par deux tiers au moins des conseils municipaux des communes (15 communes) représentant plus de la moitié de la population totale (24 853 habitants) de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes (11 communes) représentant les deux tiers de la population totale (33 138 habitants).

Les populations municipales au 1er janvier 2020 sont seules prises en compte pour toute la mandature 2020-2026.

## CHAPITRE VII : dispositions diverses

---

### **Article 39 : informations aux conseillers municipaux**

Article L.5211-40-2 du CGCT :

*Les conseillers municipaux sont destinataires d'une copie de la convocation adressée aux conseillers communautaires (...) avant chaque réunion de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale accompagnée, le cas échéant, de la note explicative de synthèse mentionnée au premier alinéa de l'article L. 2121-12. Leur sont également communiqués les rapports mentionnés au deuxième alinéa de l'article L. 2312-1 et au premier alinéa de l'article L. 5211-39 ainsi que, dans un délai d'un mois, le compte rendu des réunions de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale.*

Les documents mentionnés aux deuxième et troisième alinéas du présent article sont transmis ou mis à disposition de manière dématérialisée par l'établissement public de coopération intercommunale.

Ces documents sont consultables en mairie par les conseillers municipaux, à leur demande.

Si la conférence des maires émet des avis, ceux-ci sont adressés à l'ensemble des conseillers municipaux des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale.

### **Article 40 : mise à disposition de locaux aux conseillers communautaires**

Les conseillers communautaires qui le souhaitent peuvent disposer d'un espace de travail dans les locaux de la Communauté, aux heures d'ouverture du siège.

Une demande écrite de réservation devra être adressée au président précisant, le cas échéant, les dossiers ou documents à mettre à disposition. Un délai minimum de deux jours entre la demande de réservation et la date souhaitée devra être respecté.

### **Article 41 : bulletin d'information générale**

Par renvoi à l'article L. 2121-27-1 du CGCT : *lorsque des informations générales sur les réalisations et sur la gestion du conseil de Communauté sont diffusées par la Communauté, un espace est réservé à l'expression des conseillers élus sur une liste autre que celle ayant obtenu le plus de voix lors du dernier renouvellement du conseil de Communauté ou ayant déclaré ne pas appartenir à la majorité communautaire. Les modalités d'application de cette disposition sont définies par le règlement intérieur.*

Un espace est réservé à l'expression des conseillers communautaires et tout article présenté au président par au moins 12 conseillers communautaires bénéficie d'une publication dans le magazine communautaire ou sur le site Internet ; si plusieurs articles sont présentés, leur répartition en taille est égale.

## **Article 42 : désignation des délégués dans les organismes extérieurs**

*Par renvoi à l'article L. 2121-33 du CGCT : Le conseil de Communauté procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.*

L'élection d'un nouveau président en cours de mandat n'entraîne pas, pour le conseil de Communauté, l'obligation de procéder à une nouvelle désignation des délégués dans les organismes extérieurs.

## **Article 43 : retrait d'une délégation à un vice-président**

*Par renvoi à l'article L. 2122-18 alinéa 3 du CGCT : Lorsque le président a retiré les délégations qu'il avait données à un vice-président, le conseil de Communauté doit se prononcer sur le maintien de celui-ci dans ses fonctions.*

Un vice-président, privé de délégation par le président et non maintenu dans ses fonctions de vice-président par le conseil de Communauté, redevient simple conseiller communautaire.

Le conseil de Communauté peut décider que le vice-président nouvellement élu occupera la même place que son prédécesseur dans l'ordre du tableau.

## **Article 44 : modification du règlement**

Le présent règlement peut faire l'objet de modifications à la demande et sur proposition du président ou d'un tiers des membres en exercice de l'assemblée communautaire.

## **Article 45 : application du règlement**

Le présent règlement est applicable à compter du 16 décembre 2020.

## Annexe

### La prévention des conflits d'intérêts

**Ces dispositions n'ont pas à figurer dans le règlement intérieur mais dans la mesure où elles peuvent impacter le fonctionnement du conseil de Communauté, il nous a paru utile de les faire figurer en annexe de ce document.**

Constitue un conflit d'intérêt toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction.

Ceci peut conduire les élus concernés à ne pas intervenir sur un sujet et à ne pas siéger au conseil de Communauté lorsque ce sujet est évoqué.

Loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, extrait de l'article 2 : « *Lorsqu'ils estiment se trouver dans une telle situation : [...]*

*2° Sous réserve des exceptions prévues au deuxième alinéa de l'article 432-12 du code pénal\*, les personnes titulaires de fonctions exécutives locales sont suppléées par leur délégataire, auquel elles s'abstiennent d'adresser des instructions ».*

Le décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique apporte des précisions sur la procédure à suivre.

S'agissant des titulaires de fonctions électives locales, le décret distingue selon que l'intéressé est à la tête de l'exécutif local ou qu'il a reçu délégation d'attributions :

- dans le premier cas, la personne en cause, qu'elle agisse en vertu de ses pouvoirs propres ou par délégation de l'organe délibérant, prend un arrêté par lequel elle précise les procédures dans lesquelles elle entend s'abstenir de faire usage de ses attributions et désigne la personne qui la supplée pour le traitement de l'affaire (exemple : le président ou le président de l'EPCI désignera un vice-président);
- dans le second cas, la personne informe le délégant, par écrit, de la situation de conflits d'intérêts et des questions sur lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses compétences ; un arrêté du délégant détermine les questions pour lesquelles la personne intéressée doit s'abstenir d'exercer lesdites compétences ( exemple : un adjoint ou un vice-président d'EPCI, en situation de conflits d'intérêts, devra en informer le président ou le président de l'EPCI qui prendra un arrêté précisant les domaines « interdits »).

\*Rappelons que l'article 432-12 du code pénal permet aux élus, dans les Communautés de 3500 habitants au plus, de traiter avec la Communauté dans la limite d'un montant annuel de 16 000€, d'acquérir un terrain pour leur habitation, de conclure des baux pour leur logement et d'acquérir un bien pour la création ou le développement de leur activité professionnelle. Dans tous ces cas, le président, l'adjoint ou le conseiller communautaire intéressé doit s'abstenir de participer à la délibération du conseil de Communauté relative à la conclusion ou à l'approbation du contrat et le conseil de Communauté ne peut pas décider de se réunir à huis clos.